En bref — Transports

L'Europe met un coup de frein à deux lignes à grande vitesse françaises

1er juillet 2022 à 15h03,
Durée de lecture : 2 minutes

Mercredi 29 juin, la Commission européenne a dévoilé une liste de 135 projets de transports qui bénéficieront d'un financement de l'Union, dans le cadre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE). Parmi eux, ne figure pas le Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO), qui avait pourtant candidaté à ce fonds européen. Cette absence est synonyme de panne sèche provisoire pour la construction des deux lignes à grande vitesse (LGV), devant relier Bordeaux à Toulouse d'une part, et Dax

d'autre part.

En effet, l'État comptait sur la participation financière de l'Europe à hauteur de 20 % des 14 milliards d'euros nécessaires, pour sortir de terre ces infrastructures. Autrement dit, c'est une enveloppe de 2,8 milliards d'euros qui part en fumée pour les défenseurs du projet.

Dans un communiqué, l'écologiste Karima Delli, présidente de la Commission transports au Parlement européen, a justifié ce choix : *« Il nous a semblé que les alternatives, fondées sur les lignes existantes, permettraient de diminuer fortement l'empreinte environnementale du projet et seraient plus utiles à la mobilité quotidienne des habitants. »* Une décision félicitée par Pierre Hurmic, le maire Vert de Bordeaux, qui demande à l'État de prendre acte *« qu'il faut arrêter ce grand projet inutile et destructeur de la biodiversité »*. Il réclame, en échange, une simple modernisation des lignes existantes, deux fois moins coûteuse et permettant *« la sauvegarde de 4 830 hectares d'espaces naturels, agricoles et viticoles »*.

Ce vendredi 1er juillet, l'édile de Toulouse, Jean-Luc Moudenc (LR) a

réagi aux déclarations de son homologue bordelais : *« Il est spécialiste, et je le regrette, de déclarations tonitruantes et inquiétantes, et heureusement pas suivies des faits. Je ne suis pas sensible à la désinformation, elle ne me touche pas. »* À ses yeux, ce qui n'a pas été accepté par l'Europe il y a quelques jours ne correspond pas à l'entièreté des financements réclamés, mais *« au subventionnement de crédits d'étude préparatoire sur une toute petite partie du projet »*.

Une version confirmée par la préfecture de la Région Occitanie, coordinatrice du projet : *« Le résultat de l'appel à projet 2021 ne préjuge en rien de la suite qui sera réservée par la Commission aux demandes de subvention européenne. »* Le GPSO sera vraisemblablement représenté lors du prochain appel à projets pour le MIE, au mois de septembre 2022.

Après cet article

Transports

« Un projet absurde » : dans le Sud-Ouest, les opposants aux LGV repartent au combat

Transports